

Source : <http://www.sortirdunucleaire.org/ECHÉANCE-DE-REDUCTION-DE-LA-PART-DU-NUCLEAIRE>

Réseau Sortir du nucléaire > Presse > Nos communiqués de presse > **Échéance de réduction de la part du nucléaire repoussée à 2035 : un insupportable cadeau à EDF**

6 septembre 2018

Échéance de réduction de la part du nucléaire repoussée à 2035 : un insupportable cadeau à EDF

Le Premier Ministre Edouard Philippe a annoncé hier, à la sortie du séminaire gouvernemental de rentrée, que la réduction de la part du nucléaire à 50% de la production d'électricité serait atteinte « à l'horizon 2035 »... soit environ 10 ans après l'échéance fixée par la loi !



Un incroyable mépris pour la démocratie

Une telle annonce est un inacceptable cadeau effectué au président d'EDF et confirme la mainmise du lobby nucléaire sur le gouvernement dénoncée par Nicolas Hulot. Elle témoigne également d'un incroyable mépris pour la démocratie. Un Premier Ministre peut donc annoncer impunément le non-respect d'une loi votée trois ans plus tôt ? Et à quoi bon avoir convoqué 400 citoyen.ne.s dans le

cadre du débat public sur la Programmation Pluriannuelle de l'Énergie (PPE), si c'est pour s'asseoir sur leurs demandes [1] ?

Que pense de cette méthode François de Rugy, qui était censé présenter la PPE en octobre et déplorait il y a à peine un an le non-respect de l'échéance de 2025, dénonçant « les gouvernements qui ont cédé à la pression d'EDF » ?

Un projet de prolongation de la durée de vie des réacteurs aussi dangereux qu'irréaliste

La mention de 2035 constitue probablement une référence au scénario « Volt » de RTE - scénario par ailleurs construit sur des postulats irréalistes où les exportations d'électricité sont multipliées par 2,5 ! Celui-ci ne prévoit l'arrêt que de 9 réacteurs à cette échéance - en plus de Fessenheim. **Cela signifie qu'à cette date, 26 réacteurs de 50 ans et plus resteraient en fonctionnement, une perspective aussi dangereuse qu'irréaliste.**

En effet, EDF n'est même pas en état d'assurer une maintenance correcte de ses installations. De plus, certains composants, non remplaçables, n'ont pas été conçus pour plus d'une quarantaine d'années d'utilisation. Enfin, de très nombreux défauts de fabrication ont récemment été découverts sur des pièces importantes pour la sûreté (avec 1775 anomalies recensées à ce jour sur le parc nucléaire), ce qui pose la question de leur résistance au vieillissement. Et au vu de l'état de quasi-faillite d'EDF, comment compte-t-elle financer les travaux colossaux qui seraient requis par une telle prolongation ?

Repousser ainsi l'échéance de réduction de la part du nucléaire signifie non seulement accroître le risque, mais aussi accroître significativement le stock de déchets radioactifs à gérer.

Instrumentaliser la cause climatique pour justifier un tel report est une absurdité

Il faut rappeler que l'échéance de 2025 reste tenable et compatible avec les objectifs climatiques de la France, pour peu que l'on s'en donne les moyens et que le gouvernement reste ferme avec EDF. Au lieu de cela, Edouard Philippe a choisi de céder.

Invoquer l'argument climatique pour justifier ce report de l'échéance relève de la pure mauvaise foi : ce maintien du nucléaire n'aboutira qu'à freiner le développement des énergies renouvelables et empêcher le passage à un système énergétique sobre. Alors que l'urgence climatique nécessite des investissements importants, il est scandaleux d'envisager d'engloutir des milliards dans des projets mortifères de rafistolage de vieux réacteurs [2].

Le Réseau "Sortir du nucléaire" appelle plus que jamais à un sursaut face à un gouvernement ennemi de l'écologie.

La journée mondiale d'action pour le climat, le 8 septembre 2018, doit être l'occasion de rappeler haut et fort que la prolongation du nucléaire n'est pas une solution pour ralentir le réchauffement climatique.

Notes

[1] Malgré un Dossier du Maître d'Ouvrage où ne figuraient que des scénarios à l'échéance 2030 ou 2035, 44% des personnes avaient exprimé leur attachement au maintien de la date de 2025 pour réduire à 50% la part du nucléaire. 18% plaidaient pour la décaler à 2030, 21 % à 2035 et 12% au-delà. Par ailleurs, 62% étaient opposés à la prolongation de nombreux réacteurs au-delà

de 50 ans ([retrouver les données ici](#))

[2] Nous invitons à ce sujet à consulter le rapport [L'option nucléaire pour lutter contre le changement climatique : risques associés, limites et freins aux alternatives](#), publié en 2015 par le cabinet WISE Paris